



Réf : 3_tan tan_14_5

Titre : "Les alternatives pour le développement du Sud ne se trouvent pas dans les pays du Nord" André Martin, professeur à l'Université Sherbrooke Canada.



André Martin est professeur à l'Université Sherbrooke-Canada. Il est aussi chercheur à l'Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives et les mutuelles de l'Université de Sherbrooke (IRECUS). Lors de l'Ecole d'été de la Francophonie qui s'est tenue à Tunis en début du mois août, André Martin a donné plusieurs conférences aux 100 jeunes francophones autour des thématiques liées à l'économie solidaire et au paradigme dominant. Dans cette interview accordée à Libé, l'universitaire s'exprime sur plusieurs sujets, notamment l'idéologie néolibérale dominante, les alternatives à la crise économique mondiale, les perspectives de la coopération internationale et l'économie sociale et solidaire

Libé : Economie sociale, collective et solidaire. Est-ce un rêve ?

André Martin : C'est une très belle utopie. Réalisable parce que, déjà, il y a plusieurs actions et expériences relevant de l'économie sociale et solidaire et de la coopération locale, nationale ou internationale. C'est une utopie qui se conjugue de plus en plus

Au Québec, il y a plus 8 millions d'emplois qui sont créés par les coopératives et autres institutions relevant de l'économie solidaire. Pourquoi un tel attachement à ce type d'économie?

Au Québec, il faut placer le concept dans son contexte historique. La coopération chez nous existe depuis un bon nombre d'années pour une raison simple qui est celle de permettre aux citoyens de répondre à des besoins vitaux qu'ils avaient. Le Québec est une enclave relativement fermée dans une mer anglophone. Ainsi, il y avait une réalité géographique et linguistique ayant des conséquences particulièrement néfastes pour le peuple francophone de l'Amérique du Nord. Devant un Etat fragmentaire, et devant l'absence d'un moteur réel de l'économie, un des moyens pour pouvoir sortir de ces grandes difficultés économiques, c'était la coopération. Aujourd'hui, il y a 70% d'habitants qui sont, au moins, membre d'Une organisation de l'économie solidaire

Quelles sont les difficultés rencontrées actuellement?

Les débuts de l'économie solidaire au Québec étaient modestes. Par la suite, ce phénomène prenait des proportions plus importantes. S'agissant des problèmes auxquels fait face aujourd'hui cette économie, il y a la difficulté de reconnaître l'économie solidaire dans un univers caractérisé par la prédominance de l'économie de marché. Au sein même des 8,8 millions d'employés de ce secteur, il y a un nombre très restreint de ceux qui reconnaissent l'économie solidaire. Par ailleurs, la deuxième difficulté est la carence démocratique que nous vivons au sein de ces organisations. C'est-à-dire, dans le cadre du paradigme dominant actuel, l'intérêt individualiste est plus fort que les perspectives individuelles à l'intérieur même de certaines organisations.

Comment définissez-vous le paradigme dominant actuel?

Le paradigme nous donne toujours la possibilité d'exprimer une vision de l'être humain, des valeurs et une marge de



caractéristiques existentielles particulières. Si nous prenons le paradigme dominant actuel, on constatera qu'il définit l'être humain comme consommateur. Ainsi, les valeurs qui se rattachent à ce paradigme sont liées à la finance et l'économie tout en excluant d'autres valeurs humaines.

Avec un tel paradigme, peut-on dire que les valeurs de dignité, d'égalité et d'humanité sont en perte de vitesse?

Je ne suis pas convaincu que ces valeurs soient en perte. C'est parce que ce paradigme est tellement dominant par sa vision du monde, qu'on a l'impression que les valeurs de la coopération sont mineures. Je crois, cependant, que ces valeurs existent encore. Or, on a des difficultés à trouver quelle sorte d'organisations étaient capables de nous aider à les revaloriser. L'économie solidaire et collective est une branche qui nous permet de mettre vraiment en pratique ces valeurs puisque l'objectif de ces organisations est celui de prendre en charge les gens.

Par contre, le monde auquel je rêve est celui où l'économie sera reconnue à sa juste valeur, c'est-à-dire avec un intérêt social et une économie plurielle, laissant la place aux différents intervenants et démontrant que l'économie solidaire qui permet aux gens de prendre en charge leurs destins et activités peut aussi être une solution aux problèmes que nous vivons actuellement.

Certains observateurs remarquent que le néolibéralisme est en crise. S'agit-il d'une crise structurelle ou bien d'une phase de reconstruction?

Je crois que nous sommes à mi-chemin entre les deux possibilités. La question du développement durable a commencé à préoccuper. Par ailleurs, la crise de 2008 a bien secoué les esprits. Est-ce que cela est suffisant pour entraîner un changement structurel ? Je ne suis pas convaincu qu'on soit déjà à ce stade. Je pense qu'il s'agit d'une crise majeure, mais comme toutes les autres crises (depuis la crise du pétrole de 1973), ce sera une occasion de surpasser des problèmes pour aller en avant. Cependant, je constate qu'il y a, en parallèle de cette crise, une conscientisation qui peut être la pierre angulaire du changement.

Vous avez proposé, lors de votre conférence, deux alternatives essentielles pour le dépassement du paradigme dominant, à savoir l'éducation et la coopération. Or, l'éducation a tendance à se privatiser et la coopération devient de plus en plus inégalitaire entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Qu'en pensez-vous ?

Concernant l'éducation, si on regarde les programmes universitaires d'un point de vue administratif et économique, on conclut que nous sommes encore dans le modèle de la pensée unique, et on continue d'enseigner les principes du paradigme dominant. L'éducation pose problème actuellement parce que nous n'"éduquons pas les jeunes " mais " nous les formons". Et à ce niveau, il y a une grande différence. Eduquer veut dire libérer et permettre l'ouverture sur des alternatives. L'éducation oblige nécessairement les jeunes à se retrouver dans un contexte de dialogue et de confrontation.

Par rapport à la coopération, je donnerai l'exemple du Canada, qui est un pays donateur important. Avec l'aide que le pays a octroyé, est-ce que nous avons permis aux gens une prise en charge officielle de leurs destins ? Pour moi, dans la plupart des cas, c'est non. Une vraie coopération internationale devrait permettre aux gens sur le terrain de répondre à leurs besoins. Les solutions ne sont pas forcément celles du Nord. Les alternatives du Sud se trouvent au sud avec les gens du Sud. Si la coopération internationale permet un soutien de ce genre-là, je peux dire que nous serons dans une perspective de coopération qui permettra à chaque peuple de se construire en fonction de son idéal.

Source : LIBERATION Jeudi 19 Août 2010

Propos recueillis par Montassir SAKHI